

(Léon-Charles) Tigoufack

Rebâtir la patrie

Essai politique



Dédicace

A mes parents, grands-parents,
Autres soutiens familiaux et généreux tuteurs,
Pour l'amour et les sacrifices consentis
A mon éducation et à ma formation,

A mes chers enfants et pupilles qui,
Avec tous les autres jeunes du pays,
Donnent un sens à chaque lutte politique,
A tous les martyrs de la liberté et de la démocratie
Et à tous les compatriotes qui ont souffert pour elles,
A tous les camarades des batailles qui pensent
Que les bras ne doivent être baissés
Qu'à l'instant de la mort,

Je rends un vibrantissime hommage !
Vivent la persévérance et le courage !

Et maintenant, la présente série de pages
Est dédiée par un qui est plus assidu
Dans les arènes politiques

Que beaucoup de futurs défunts
Au Franc-tireur de l'Opposition
Mort son stylo rouge à la main :
MOBI Emmanuel.

EXTRAIT

Avant-propos

La terre camerounaise doit au navigateur carthaginois, HANNON, d'avoir été repérée et signalée à l'attention du monde scientifique, au V^e siècle avant Jésus Christ. A une époque où les germes du colonialisme n'avaient pas encore infesté les pays occidentaux, cet explorateur découvrit dans le Golfe de Guinée un repère géographique hors série, qu'il se contenta d'appeler « Théon Ochéma » (le char des dieux) : c'est le Mont Cameroun, cas rarissime d'un sommet portant le nom d'un Etat.

Pratiquement vingt siècles plus tard, des Portugais, amateurs de crustacés succulents, découvriront avec émerveillement « Rio dos Camaroes » (la rivière des crevettes). Ce cours d'eau particulièrement poissonneux inspirera en définitive le nom de notre pays. Puis, très peu d'événements susceptibles de tirer le Cameroun de l'oubli se produiront. Il faudra attendre le dix-neuvième siècle pour voir Alfred SAKER (missionnaire anglais en quête d'âmes à

convertir au protestantisme) s'établir à Douala et Edouard WOERMANN (émissaire de quelques commerçants allemands en quête de débouchés commerciaux) signer, le 12 juillet 1884, un certain traité avec certains chefs et rois douala, au nom du « Kamerun ». Les contours du territoire, que des dignitaires sawa cédaient aux termes dudit traité, n'étaient pas encore définis. Le pays profond était encore inconnu, même des signataires allemands. C'est pourtant ce document, dont émane un soupçon d'escroquerie domaniale, qui permettra aux Germaniques, conquérants et mercantiles, de pénétrer progressivement au cœur de leur « possession d'outre-mer » et d'en établir les premières frontières certaines.

A la veille de la première guerre mondiale, le protectorat allemand, officiellement dénommé « Neuer Kamerun », (comme New Jersey ou comme Nouvelle Calédonie) avait une superficie de sept cent cinquante mille kilomètres carrés. Il s'étirait alors du Golfe de Guinée au Lac Tchad, bien sûr. Il s'étendait au sud jusqu'au fleuve Congo, en entourant au passage la partie continentale de la Guinée Equatoriale. A l'est, il était limité par l'Oubangui et le Chari. Au sud-ouest enfin, il frôlait la localité nigériane de Calabar. Il n'y a pas longtemps, des vétérans du nationalisme orthographiaient encore le nom de la patrie : K-A-M-E-R-U-N, en contemplant un territoire à l'apogée de sa grandeur géographico-historique, porte d'entrée en Afrique Centrale et foyer

de convergence de plusieurs cultures mutuellement enrichissantes. Tel qu'il obtint son existence légale ou sa notoriété publique, le territoire camerounais ne se limitait donc pas aux alentours brumeux du char des dieux, encore moins aux rivages vagues de la rivière qui abonde en crevettes exquises. Son envergure était alors telle que, pour des observateurs étrangers, ce pays sauvage constituait déjà un point de mire des puissances impérialistes européennes.

Contrairement à ses voisins d'Afrique Centrale et même d'Afrique Occidentale, le Cameroun (de son premier nom en allemand : Kamerun), superbe de variétés et de contrastes, sera statutairement dispensé des « leçons de soumission et d'exploitation » généralement enseignées dans les colonies proprement dites. Il sera placé, dans un premier temps, en bloc, sous protectorat allemand par la Société des Nations(SDN), jusqu'à la fin de la grande guerre. Puis il sera confié, dans un second temps, par la même SDN, en partage cette fois, à deux puissances alliées, en l'occurrence la France et l'Angleterre, selon la formule spéciale du mandat international, que l'Organisation des Nations Unies(ONU) transformera en régime non moins spécial de tutelle internationale, en 1946, dans un troisième et dernier temps. Malgré toutes ces précautions, prises pour la préservation des richesses et des trésors d'un territoire vierge, l'exaltation de l'hégémonie du Cameroun n'aura duré qu'une saison des fleurs.

Ce pays, naturellement promis à un avenir splendide et à une glorieuse destinée, sera enfoncé dans une jungle de décisions politiques exogènes, dont la finalité était l'exploitation, sans merci, de ses ressources, en recourant sans pudeur à des « indigènes ordinaires », pour constituer une main-d'œuvre contrainte aux travaux gratuits. Sans passer pour une colonie de quelque puissance étrangère que ce soit, il devra avaler les couleuvres de la colonisation française de ce côté du fleuve Mounjo et celles du mercantilisme britannique de l'autre. Le morcellement accompagné de l'amointrissement de notre patrie, au profit des empires coloniaux français et britanniques, reste une séquelle indélébile de la triste époque. Nous n'irons pas chercher ailleurs les racines de la « question anglophone ». Pourquoi avait-il fallu que le territoire « kamerunais » fût partagé en guise de butin, grignoté et réduit à une peau de chagrin ?

Une réponse, qui peut même fâcher, se déduit du fait que la France, en d'autres circonstances, avait laissé clairement voir que les traces de l'Allemagne, au Cameroun, l'offusquaient. Par conséquent, à défaut de posséder ce vaste pays au nombre de ses colonies, cette puissance exploiteuse n'avait pas conçu meilleur stratagème, pour arracher des terres fertiles et riches, tant en surface qu'en profondeur, à notre Triangle National, dont elle n'était juridiquement que la puissance mandataire, puis tutélaire, ayant des missions clairement et limitativement définies, dans

l'article 76 de la Charte des Nations Unies. Qu'à cela ne tienne ! Déjà sous nos rudes protecteurs allemands, nos pères avaient connu la déportation, aux fins de réaliser des travaux forcés, durant la création des chemins de fer, des routes et des plantations industrielles, par exemple. Avec nos dédaigneux maîtres français débiteront alors l'exploitation acharnée, le pillage systématique et l'asservissement total du Cameroun, préalablement démembré par le biais de techniques administratives savamment adaptées aux objectifs, au cours du mandat et de la tutelle. S'il est une science que la France a eu à cœur d'encourager chez nous, c'est assurément le dévoiement du "self service" (libre-service). En un temps record, celui-ci fut assimilé par des fonctionnaires cleptomane, s'étant toujours servis prioritairement, aux dépens du pays, tout en aidant le Prince à nous gouverner à l'entière satisfaction des maîtres d'hier.

Depuis ce qu'il est convenu d'appeler l'indépendance (cela remonte à 1960), plus les décennies passent, plus l'espoir du peuple de voir un Chef de l'Etat délivrer enfin la République du Cameroun du joug d'une amitié oppressive s'estompe et se transforme en une aigreur et en une amertume amplement justifiées. Soit l'Organisation Internationale de la Francophonie : ne se montre-t-elle pas comme une association, où un certain membre nostalgique de l'empire est supérieur ou égal

aux autres réunis ? Cependant que la forme de l'Etat et le drapeau camerounais ont déjà été changés, à maintes reprises, en l'espace de trois décennies, chacun de nos deux premiers Chefs d'Etat est condamnable pour soumission flagrante à l'Elysée, n'est-ce pas ? L'ancien et l'actuel (chefs de l'exécutif) n'ont que trop longuement affiché le peu de cas qu'ils faisaient de l'avenir du pays, nonobstant leurs responsabilités de pionniers aux commandes. Et ils n'ont jamais répugné à la tentation d'enchauffer les réseaux maffieux de la mère patrie, du reste assurés de leur complicité toute-puissante.

Un réel problème national existe donc, qui se pose en termes de frustrations continuelles, dont les Camerounais dans l'ensemble font l'objet, depuis plusieurs décennies déjà. Ces frustrations sont dues au pillage sans réserve et à l'exploitation effrénée des ressources et des citoyens camerounais par une puissance, qui se dit libératrice et protectrice de nos droits. Elles sont favorisées, en outre, par la trahison pernicieuse de nos Chefs d'Etat, qui se laissent facilement griser par des glorioles et des surnoms emphatiques, du genre « Père de la Nation », « Guide éclairé », etc.... Dire que tous ces massacreurs blancs et noirs opèrent avec comme une bénédiction du plus gros « arbre à palabres » du monde qu'est l'ONU, dont le mutisme approbateur (pourquoi ne pas le dire ?) n'a cessé de surprendre le Camerounais moyen. Si l'on peut estimer que, du temps du

Président AHIDJO, un revirement historique pour atteindre une réelle indépendance paraissait encore difficile, ne serait-ce qu'en raison de la « République » balbutiante et des nombreux pièges tendus aux administrateurs nationaux, par la France, au moment de son semblant de départ, il est par contre tout à fait inexplicable, partant inexcusable, que le successeur du premier Président de la République du Cameroun, Monsieur Paul BIYA, homme cultivé et bardé de diplômes attestant des connaissances politiques, par ailleurs reconnues, se soit révélé un piètre Chef d'Etat, au mieux un mauvais remplaçant du Président AHIDJO, en se complaisant sans relâche dans les mêmes jeux que le de cujus, toujours au mépris des volontés et des désirs de l'écrasante majorité de ses compatriotes, toujours aux dépens des intérêts des nationaux et de l'Etat du Cameroun. A telle enseigne qu'il n'est pas rare, dans certains milieux, d'entendre des propos aussi lourds de signification que ceux-ci :

« En fait de mœurs politiques, le Président AHIDJO et le Président BIYA sont bien de même fabrique. »

Et du coup, malgré l'affliction, comment ne pas se souvenir de tout le film retraçant l'interminable dégringolade en cascade de ce qu'il est resté de notre grande patrie ?

Quand Monsieur Paul BIYA est subitement fait Président de la République, en 1982, nombreux sont les Camerounais avisés, qui ne lui donnaient pas plus de

cinq ans au pouvoir. Voici que celui que l'opinion percevait comme un homme de transition s'est accroché mordicus, telle une fourmi magnan, à la tête de l'Etat. Un quart de siècle auparavant, beaucoup de politiciens de poids et de renom avaient pensé la même chose d'AHIDJO, quand il devint Premier Ministre, puis Chef de l'Etat. Elles sont effarantes, les similitudes entre les stratégies de conservation du pouvoir d'AHIDJO et celles de BIYA, à telle enseigne qu'il devient presque un défi de dire lequel des deux est le plus rompu dans cette forme d'art, qu'est la perversité.

Dans un journal, Mgr NDONGMO traduisit ainsi une opinion répandue sur les raisons qui avaient poussé le Président AHIDJO à passer le témoin à Monsieur BIYA :

« Mgr NDONGMO : Le fait qu'il(BIYA) assume toutes ces fonctions fait qu'on peut parfois oublier qu'il est aussi un homme. Et pourtant c'en est un. C'est pour ça que la situation que traverse le Cameroun ne doit pas être facile à vivre pour lui. Le désespoir actuel vient du degré d'espoir qu'on avait placé en lui. Chaque fois qu'un chef divise au lieu d'unir, il échoue.

Jean Baptiste Placca (JBP) : Pensez-vous qu'AHIDJO ait eu tort de laisser le pouvoir à BIYA ?

Mgr N. : Oui, car il devait le connaître parfaitement.

JBP : Pouvait-il prévoir que BIYA gouvernait de cette façon ?

Mgr N. : Bien sûr. Et il a fait exprès de le choisir. Il savait que ça ne marcherait pas. Il a même prédit que, quand il ne serait plus au pouvoir, ça irait très mal. Et il a choisi l'homme qu'il fallait pour avoir raison.

JBP : Vous êtes en train de dire qu'AHIDJO avait choisi sciemment de causer du tort au Cameroun en choisissant BIYA ?

Mgr N. : Je suis convaincu que, s'il aimait le Cameroun, connaissant BIYA mieux que quiconque, il ne nous aurait pas fait ça.

JBP : Quelles pouvaient être les motivations d'AHIDJO, dans ces conditions ?

Mgr N. : Il y a des gens qui veulent réussir seuls. Après eux, le déluge. C'est une mentalité qu'on étudie en psychologie. Il faut que tout aille mal lorsqu'ils s'en vont. Il a si bien réussi qu'on le regrette aujourd'hui. La perversité et le cynisme existent.

JBP : Mais vous avez pourtant dit que c'est quelqu'un qui cherchait l'unité nationale.

Mgr N. : C'était son idéologie politique. Je n'ai pas dit qu'il l'a réussie. Mais, dans son idéologie politique, il avait la hantise de l'unité nationale.

JBP : Finalement, entre AHIDJO, BIYA lequel vous semble le pire ?

Mgr N. : Ce n'est pas si facile. Avant j'aurais dit que BIYA était le meilleur. Quand il est arrivé, j'ai

pensé qu'il était le plus compétent parmi nous. Il est instruit, a de l'expérience... Mais maintenant, je ne sais plus quoi dire. Comme Chef d'Etat, AHIDJO s'est révélé supérieur à BIYA, aucun doute là-dessus. Cela signifie, au moins, qu'il ne suffit pas d'être instruit pour être un bon Chef d'Etat. Mongo Beti l'a fort justement écrit, il y a longtemps, dans un article intitulé : « BIYA, l'échec des intellectuels africains ». Etre un intellectuel n'est donc pas un critère péremptoire pour bien diriger un pays. »¹

Maître réputé dans la manipulation politique, AHIDJO qualifia définitivement BIYA de fourbe, d'hypocrite. Depuis qu'il a été érigé en Chef de l'Etat et en Président de son parti politique, le disciple BIYA s'est constamment illustré comme le digne continuateur, dans les méthodes de gouvernement surtout, de son terrible prédécesseur. Aujourd'hui, la chasse aux opposants, systématiquement diabolisés, rappelle la guerre livrée hier aux combattants nationalistes, étiquetés comme maquisards ; l'état d'urgence, imposé dans la région du Nord-Ouest, évoque et le même climat affreux et le laissez-passer instaurés jadis (jusque dans les années 80 en ce qui concerne l'état d'urgence) dans l'ancienne région Bamiléké. Plus fort, l'exécution sommaire et sans jugement des putschistes du 6 avril 1984 n'a rien à envier, par exemple, au massacre du quartier Congo, à

¹ Extrait d'un entretien publié dans Jeune Afrique Economie, n°148

Douala, par la soldatesque d'AHIDJO. A force de trompeter la mystique de « l'unité nationale » et le « développement autocentré », le Président AHIDJO avait établi un record de longévité au pouvoir, un pouvoir sans partage. Le Président BIYA attise les divisions, en tirant les ficelles de la concurrence entre les ethnies, dont la cohabitation jusque-là n'avait suscité aucun problème, pour s'éterniser, coûte que coûte, au Palais d'Etoudi : les luttes inter-tribales se sont multipliées sous le Renouveau, et les exemples sont nombreux, qu'il s'agisse de la région de l'Extrême-Nord (Arabes Choas contre Kotokos), de celles de l'Adamaoua, du Nord-Ouest, de l'Ouest, du Littoral, du Sud-ouest, du Sud, ou du Centre.

Sous le Président BIYA, comme sous le Président AHIDJO, le peuple camerounais a le malheur de subir la dictature d'un homme hautain, méprisant et distant, qui s'est investi pour le juguler, jusqu'en 1990. Pour avoir découvert une lézarde dans la Constitution ayant servi, jusque-là, de rempart au système de parti unique, Me YONDO Black, entre autres révoltés, s'est fait un nom à travers la fameuse affaire YONDO, qui donna lieu au premier procès du pluralisme retrouvé. Sans attendre la fin dudit procès, NI John FRU NDI va emboîter le pas, lancer le « Social Democratic Front » (SDF) au prix des martyrs voulus par la militariste décision du Président BIYA, mal inspiré comme dans plusieurs autres cas. Depuis lors, Monsieur FRU NDI s'est imposé comme un leader

charismatique de l'opposition politique de notre pays.

Malgré toutes les messes, toutes les marches et toutes les motions adressées par les Rdépécistes (entendre les partisans du Rdpc, abréviation de Rassemblement démocratique du peuple camerounais) à leur chef, l'ère du multipartisme s'est ouverte. Certes, avec le concours du vent de l'Est, mais surtout avec la détermination d'opposants patriotes décidés à en découdre avec une Administration hermétique, pillarde, corrompue et dispendieuse, qui se réfugie derrière une Constitution mille fois rapiécée à sa guise. Le leitmotiv des revendications de l'Opposition est et demeure la Conférence Nationale Souveraine (CNS), purificatrice des maux et base d'un nouveau départ constitutionnel et institutionnel. La cruelle réponse du Président BIYA, pour qui la CNS est « sans objet », mettra le feu aux poudres. La révolte populaire ainsi engendrée, dans différentes métropoles et même dans de nombreux villages, se manifestera par l'incivisme fiscal et le mot d'ordre des « villes mortes ». Le Président BIYA jouera comme une espèce d'artiste sur le clavier de la Constitution décriée, pour faire voter, par une Assemblée Nationale monocorde, des lois plus liberticides les unes que les autres. Le comble est atteint lorsqu'il prend le moindre prétexte pour déplacer les échéances nationales, tantôt par anticipation, tantôt à retardement, suivant la position à lui favorable. L'élection présidentielle précipitée de 1992, de triste souvenir tant pour son inorganisation que pour ses

fraudes monstrueuses, constitue un exemple accablant.

Les villes mortes, le boycott de certains produits d'importation et la désobéissance civile ont creusé un impact profond sur l'économie nationale et sur la gestion de l'Etat. Le Président BIYA a beau minimiser tout cela, il se trouvera dans l'obligation d'ouvrir une fenêtre à sa mesure : la fameuse Tripartite, qui a réussi à capturer quelques opposants de la première heure.

Par une série de mesures sournoises, malignes et pernicieuses, mais apparemment rassurantes, dont la Constitution OWONA (un chef-d'œuvre dans cet art), il s'escrime à s'agripper au pouvoir. Pendant ce temps, le pays continue de se mourir : les journaux sont suspendus, les associations dissoutes, les sociétés d'Etat bradées, les banques pillées puis fermées, les devises virées sans pitié... Pendant ce temps encore, la corruption de la société et de l'appareillage de l'Etat s'érige en système de gouvernement ; l'insécurité se généralise ; l'arbitraire se substitue aux lois de la République. Les auteurs de détournements des deniers publics, parce que rarement inquiétés ou discrétionnairement inculpés, se camouflent dans les vagues des retraités et comme ceux-ci, sont parfois appelés aux affaires, quand leur appartenance tribale leur est favorable. Le chômage s'aggrave, les compressés s'ajoutant aux diplômés de toutes catégories. Les arriérés de salaires s'accumulent. Les scandales de tous genres se multiplient. Les crimes deviennent des banalités. Chaque élection est l'occasion d'une fraude de plus en

plus sophistiquée, aussi bien dans les préparatifs que dans l'exécution. Et il n'est personne, jusqu'à la Magistrature (indépendante, dit-on) qui échappe au charme corrupteur du parti des flammes.

Que l'Opposition, les intellectuels et d'autres groupes sociaux proposent un nouveau projet de société, une Constitution plus adaptée, une Commission Electorale Nationale Autonome (CENA), un code médiatique plus libéral, etc., rien n'y fait. Pourtant, la refondation s'impose, qui n'est pas négociable. Et l'occasion à ne pas manquer, c'est bien la prochaine Présidentielle (prévue pour Octobre 2018).

Alors, en se parant contre la fraude scientifique du parti du Président Paul BIYA, par une vigilance et une opiniâtreté nourries, ainsi que par la dénonciation de la tricherie, les votants camerounais, forts d'une nouvelle vision de la gestion de l'homme et des biens, forts d'une nouvelle vision des termes de l'échange et forts d'une nouvelle vision de la dignité et de la sécurité humaines, permettront à ce pays, que nous avons en commun, de rattraper le train du troisième millénaire. Tous les enfants du Cameroun envisageront alors l'avenir avec beaucoup plus de sérénité, parce que bien préparés pour vivre mieux, pour s'épanouir dans un siècle historique, où les prouesses infinies de la technologie aidant, ils auront toute latitude pour transporter chacun là où le cœur lui en dit, le berceau de ses rêves fervents.

Première partie

Le peuple a été jugulé

